

Cote du document: EB 2012/LOT/P.12  
Date: 9 novembre 2012  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de don à la République de Gambie pour le**

### **Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

Responsables:

Questions techniques:

**Moses Abukari**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2526  
courriel: m.abukari@ifad.org

Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>2</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	3
<b>III. Exécution du projet</b>	<b>4</b>
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
<b>IV. Coût, financement et avantages du projet</b>	<b>6</b>
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>8</b>
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	8
<b>VI. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>9</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>9</b>
<b>Annexe</b>	
Accord de financement négocié	10
<b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

Nema <sup>1</sup>	Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau
PIWAMP	Projet de gestion participative intégrée des bassins versants
PNIAG	Plan national d'investissement agricole de la Gambie
S&E	Suivi et évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UAP	Unité d'appui au projet

---

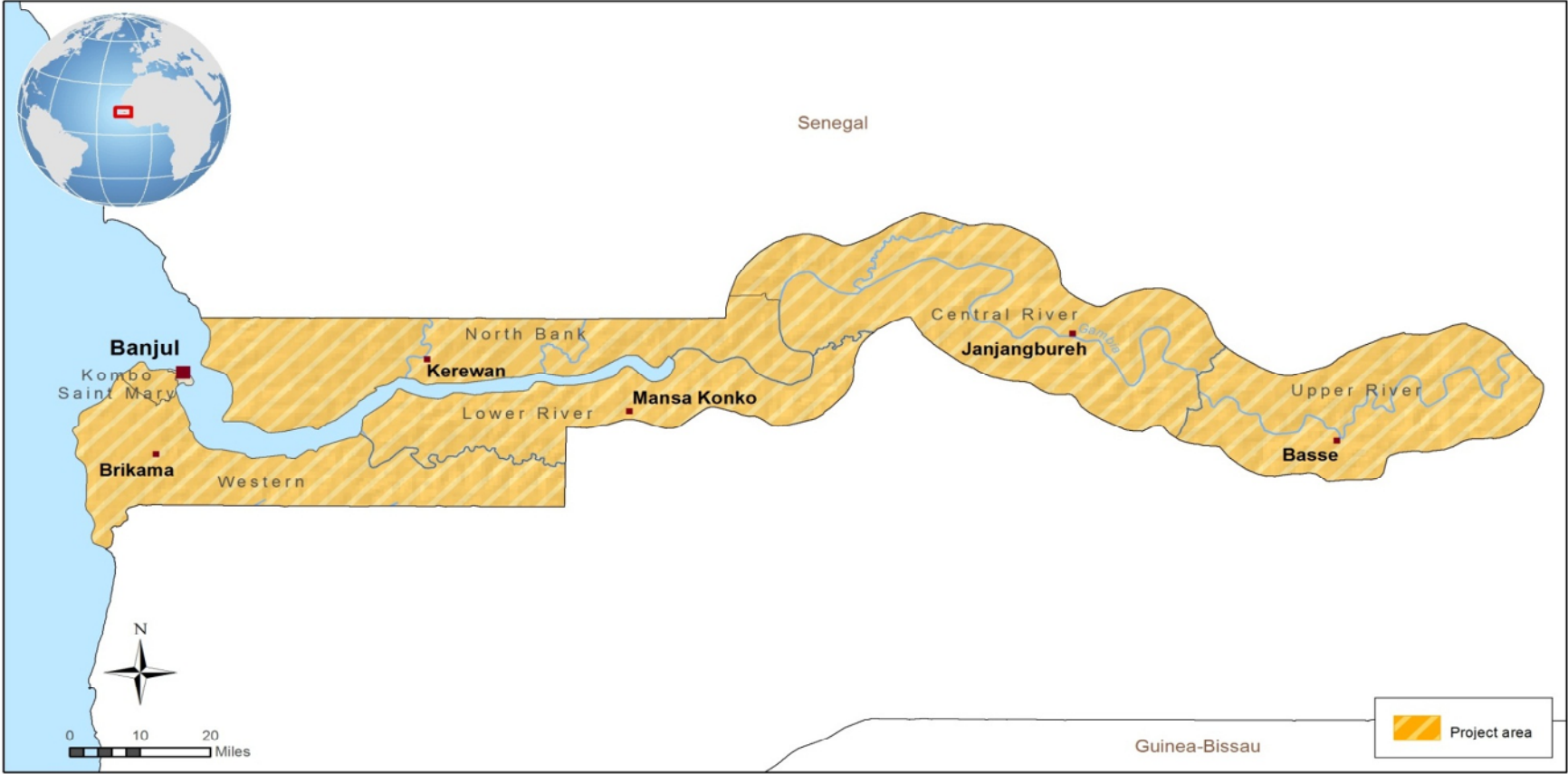
<sup>1</sup> *Nema* signifie "prospérité" ou "amélioration des moyens de subsistance" en mandinka, une langue parlée en Gambie.

# Carte de la zone du projet

Republic of the Gambia

National Agricultural Land and Water Management Development Project (*Nema*)

Design report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République de Gambie

### Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Pays bénéficiaire du don:</b>	République de Gambie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du projet:</b>	64,97 millions d'USD <sup>2</sup>
<b>Montant du don du FIDA:</b>	13,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 20,28 millions d'USD) à titre de financement initial
<b>Cofinanceurs:</b>	Banque islamique de développement (BIsD) et autres donateurs
<b>Montant du cofinancement:</b>	BIsD: 15,00 millions d'USD Autres donateurs: 11,75 millions d'USD
<b>Contribution du pays bénéficiaire du don:</b>	2,61 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	1,17 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA
<b>Financement rétroactif:</b>	Pour les dépenses admissibles encourues entre septembre 2012 et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement, jusqu'à concurrence de 17 000 USD environ.

---

<sup>2</sup> Le coût total du projet comprend un financement supplémentaire du FIDA au titre du cycle 2013-2015 du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Ce financement supplémentaire, qui sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration, comme les textes le prévoient, sera réparti entre toutes les activités et catégories de coûts du projet en proportion de leur montant initial.

## **Recommandation d'approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République de Gambie pour le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau (Projet Nema), telle qu'elle figure au paragraphe 49.

## **Proposition de don à la République de Gambie pour le Projet de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau (Projet Nema)**

### **I. Contexte stratégique et justification**

#### **A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural**

1. L'économie gambienne a relativement bien résisté depuis le déclenchement de la crise économique mondiale, puisque le PIB réel a progressé à un rythme supérieur à 5% en moyenne ces trois dernières années (depuis 2009). Cependant, selon les prévisions, la croissance devrait marquer le pas en 2012 en raison des mauvaises récoltes, qui résultent de conditions météorologiques défavorables. L'agriculture, qui a enregistré un taux de croissance de près de 10% en 2009, reste un secteur important dans ce pays: elle représente en effet approximativement un tiers du PIB et emploie plus de 70% de la population.
2. Un certain nombre de mesures sont indispensables pour préserver les bons résultats économiques enregistrés par le pays ces dernières années; il faut notamment encourager une diversification de la production agricole en faveur des cultures d'exportation, répondant ainsi à la demande des marchés, et inciter les petits paysans à orienter leur production agricole en fonction des marchés. Prenant acte de ces impératifs, le pays a approuvé le Plan national d'investissement agricole de la Gambie (PNIAG) pour la période 2011-2015, qui constitue désormais la stratégie de développement agricole du pays, et qui s'inscrit dans le cadre du Pacte du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Ce plan place au rang de priorité nationale la transformation du secteur de l'agriculture et des ressources naturelles – qui doit passer de l'économie de subsistance à un système à caractère commercial – et met l'accent sur le rôle des petits exploitants, considérés comme le principal moyen de parvenir à un développement qui soit durable. Pour exploiter cet important potentiel de développement, il faut miser sur les sous-secteurs en croissance rapide que sont l'horticulture et les céréales secondaires, qu'il convient de stimuler davantage, et accroître les rendements en riz (le principal aliment de base), de manière à renforcer la sécurité alimentaire, la création de revenus et le remplacement des importations par des produits locaux.
3. En Gambie, le degré de pauvreté est fonction d'un certain nombre de facteurs, comme le secteur d'activité, le lieu de résidence, le sexe et l'âge, et la taille du ménage. Les plus pauvres sont les chefs de famille qui travaillent dans le secteur de l'agriculture et de la pêche: on estime à 72% la proportion de Gambiens extrêmement pauvres qui vivent de l'agriculture. Les femmes représentent une part importante de la population pauvre ou extrêmement pauvre du pays. Leur pauvreté est étroitement liée au fort taux d'analphabétisme, à l'absence de perspectives économiques et à l'accès insuffisant aux facteurs de production comme le crédit, la propriété foncière, les compétences et les services d'appui. En raison d'un taux de natalité plutôt élevé, les enfants et les jeunes constituent une part importante de la population pauvre en Gambie. En 2008, près de 60% de la population pauvre avait moins de 20 ans, et 55% des jeunes âgés de 15 à 24 ans

étaient pauvres. Cette tranche d'âge représente 23% de la population totale et 21% de la population pauvre (Évaluation de la pauvreté, 2008).

4. Les causes de la pauvreté rurale mentionnées par les paysans sont notamment une insécurité alimentaire et une insécurité des revenus généralisées en raison de mauvaises récoltes dues à des conditions météorologiques défavorables, mais aussi le manque d'argent, qui contraint les paysans à vendre une partie de leur production juste après la récolte, lorsque les cours sont au plus bas, et à racheter des céréales au prix fort durant la période de soudure (de juillet à septembre). Les paysans pauvres sont pris dans un cercle vicieux associant revenus faibles liés à leur pauvreté, aversion du risque et utilisation de techniques peu productives. Les populations rurales pauvres n'ont souvent pas d'autre choix que de produire pour la consommation familiale et de vendre les excédents à des prix décevant leurs attentes.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

5. Le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau (Projet Nema) qui fait l'objet de la présente proposition appuiera l'action menée par le gouvernement pour transformer les systèmes de production généralement non irrigués en une agriculture durable tournée vers le marché et reposant sur les petits paysans, principalement les femmes et les jeunes. Poursuivant sur la lancée des bons résultats enregistrés dans le cadre de projets passés et en cours appuyés par le FIDA, en particulier le Projet de gestion participative intégrée des bassins versants (PIWAMP), le projet s'attaquera à la pauvreté tenace en augmentant les revenus des ménages ruraux grâce à la transformation du secteur agricole en système commercial de plus en plus efficient. L'intervention proposée est pleinement conforme à l'exposé des options et stratégies d'intervention pour la Gambie (COSOP) examiné par le Conseil d'administration du FIDA en septembre 2003, et tient compte des enseignements tirés de l'examen du portefeuille d'interventions du FIDA en Gambie conduit en octobre 2011.

## **II. Description du projet**

### **A. Zone d'intervention et groupe cible**

6. Le projet couvrira l'ensemble du territoire gambien puisque les interventions seront menées dans les zones rurales pauvres des six directions régionales de l'agriculture (régions Central River North, Central River South, West Coast, North Bank, Upper River et Lower River) afin de consolider et de reproduire à l'échelle nationale la démarche appliquée dans le cadre des opérations actuellement financées par le FIDA dans le pays. Pour ce projet, le groupe cible est constitué de petits paysans pauvres, en particulier des femmes, car ce sont les principaux producteurs de riz et de légumes sur tout le territoire du pays. Par ailleurs, le projet s'adressera aux jeunes de moins de trente ans vivant en milieu rural, femmes et hommes, avec l'ambition de les faire participer à des initiatives de production et de valorisation à vocation commerciale axées sur la demande. Le groupe cible secondaire comprendra les intermédiaires commerciaux, prestataires de services et opérateurs des marchés du riz et des légumes, y compris les organisations de producteurs et les petites et moyennes entreprises.

### **B. Objectif de développement du projet**

7. Ce projet a pour finalité de réduire la pauvreté rurale des femmes et des jeunes vivant en milieu rural. L'objectif de développement consiste à obtenir un accroissement de leurs revenus grâce à des gains de productivité reposant sur des méthodes de gestion durable des terres et de l'eau.

## C. Composantes/résultats

8. La conception du projet répond à deux difficultés qu'il faut lever pour assurer le développement socio-économique durable des zones rurales de Gambie: la productivité et la capacité de charge économique limitées des terres à usage agricole, et des marchés intérieurs peu développés qui génèrent une très faible demande effective pour les principales productions agricoles des petits exploitants. Il comprend trois composantes complémentaires.
9. **Composante 1: aménagement des bassins versants.** Cette composante a pour finalité d'obtenir une amélioration de la productivité de terres arables, dont la superficie est limitée, afin de permettre aux producteurs pauvres de gagner plus d'argent en écoulant leurs excédents une fois qu'ils ont assuré la sécurité alimentaire du ménage. La formule proposée est un programme d'investissements de grande ampleur dans les infrastructures économiques publiques afin de lever les contraintes qui handicapent la production agricole décelées par les paysans eux-mêmes, à savoir l'absence de maîtrise des ressources en eau à usage agricole disponibles et les obstacles matériels rencontrés pour le déplacement des personnes, des intrants et des produits entre les zones d'habitat, les exploitations et les marchés. Actuellement, les rendements moyens en riz sont faibles et les résultats sont très irréguliers; en outre, la commercialisation des éventuels excédents n'est pas facile. Les principaux volets de cette composante seront: i) la planification collective des bassins versants; ii) la gestion de l'eau pour la riziculture; iii) les potagers villageois; et iv) l'accès aux routes et aux infrastructures de marché.
10. Cette composante devrait permettre d'obtenir une amélioration de la productivité des terres arables, dont la superficie est limitée, et d'améliorer les accès routiers reliant les exploitations agricoles aux marchés.
11. **Composante 2: développement de l'agriculture commerciale.** Cette composante servira à apporter un appui stratégique aux marchés du riz et des légumes, "de la fourche à la fourchette" des Gambiens, l'objectif affiché étant de stimuler la demande effective d'achat de la production des petits paysans. Elle viendra compléter la première composante au moyen d'investissements dans les actifs économiques des groupements d'intérêt économique commun, notamment les organisations de producteurs et les entreprises. Le résultat escompté est un essor durable de l'activité agricole concernant aussi bien la production primaire, appelée à devenir rentable, que les services d'appui assurés par les entreprises et les organisations de producteurs, au sein desquelles les jeunes sont fortement représentés. Les principaux volets de cette composante sont: i) la création d'organisations de producteurs et la valorisation de la production de riz et de légumes; et ii) les services d'appui technique.
12. Cette composante devrait permettre d'obtenir un renforcement des capacités des producteurs, la promotion des entreprises agricoles et l'amélioration des services d'appui technique.
13. **Composante 3: organisation du projet.** Les mesures prises en matière d'organisation du projet serviront à mettre en œuvre les deux composantes fondamentales décrites ci-dessus. Elles permettront d'assurer l'efficacité de la gestion et de l'administration du projet, d'apporter un appui opérationnel au Ministère de l'agriculture pour l'exécution des activités relevant du projet et de renforcer les capacités de l'encadrement dans tous les aspects relatifs à la gestion des savoirs, à la communication et au suivi-évaluation (S&E).



### III. Exécution du projet

#### A. Approche

14. La conception du projet repose sur les principes directeurs suivants:
- La reproduction à plus grande échelle, qui consiste à s'inspirer des opérations du FIDA et des interventions d'autres donateurs ayant donné de bons résultats en Gambie et dans d'autres pays et à les reproduire.
  - Une approche axée sur les bassins versants, dans le cadre de laquelle le développement repose sur une véritable planification participative afin d'assurer l'obtention d'avantages durables sur le plan financier et environnemental.
  - Une approche axée sur la demande, dans le cadre de laquelle les agriculteurs et les entreprises assurent la maîtrise et la gestion des activités financées.
  - Des institutions et réseaux de liens solides au sein des marchés du riz et des légumes, mis en place en reliant entre eux les organisations de producteurs, les prestataires de services dignes de confiance, les intermédiaires commerciaux, les établissements financiers et les consommateurs.
  - Une participation non sélective favorisant l'insertion des femmes et des jeunes, en répondant aux besoins des groupes de population marginalisés et vulnérables et en faisant en sorte qu'ils tirent parti des interventions relevant du projet, mais aussi en prenant en considération les besoins spécifiques des jeunes et des femmes dans la conception du projet et dans ses modalités de mise en œuvre.

#### B. Cadre organisationnel

15. Le Ministère de l'agriculture interviendra en qualité d'organisme d'exécution du projet, dont une unité d'appui au projet (UAP) assurera la gestion. Sa mise en œuvre sera principalement assurée par des prestataires de services disposant des qualifications nécessaires, notamment les services techniques et les unités décentralisées du Ministère de l'agriculture. Certains services seront sous-traités par l'UAP, sous la direction et le contrôle d'un comité de pilotage du projet.
16. L'UAP, qui sera intégrée à la structure déjà mise en place dans le cadre du PIWAMP, assurera la responsabilité globale de la mise en œuvre du projet et sa gestion au jour le jour. Dans la mesure du possible, elle prendra part aux processus nationaux et décentralisés et aux mécanismes de décision. Le recrutement du personnel appelé à étoffer l'UAP se fera sur concours, en concertation étroite avec le FIDA.
17. L'unité centrale de coordination des projets du Ministère de l'agriculture étant responsable de la coordination d'ensemble des opérations concourant au PNIAG, le Projet Nema fera par conséquent partie de son périmètre de compétence.
18. **Gouvernance.** Les activités relevant du projet seront mises en œuvre par les structures administratives centrales et régionales, les fournisseurs et prestataires de services sous contrat et les communautés villageoises. L'ensemble des transactions financières et opérations matérielles obéira au cadre de gouvernance gambien et se conformera aux prescriptions fiduciaires du FIDA.

#### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. La réussite du développement des marchés suppose de mettre en place des structures de planification solides et d'avoir accès aux meilleures informations et connaissances disponibles afin de renforcer l'efficacité et l'efficience des acteurs du marché. Pour répondre à ces impératifs, un système intégrant la planification, les informations issues du S&E, la gestion des savoirs et la communication sera mis en

place de manière à répondre aux besoins des responsables du projet et des autres parties prenantes en fournissant: a) des informations récentes et précises sur le déroulement de la mise en œuvre et des retours réguliers permettant d'orienter les décisions et de réagir si l'exécution s'écarte de la conception et en cas de difficultés de mise en œuvre; b) des critères de référence à partir desquels évaluer la réalisation des résultats attendus dans le cadre du projet; et c) un cadre permettant de mener en permanence des activités de mutualisation et d'assimilation des savoirs. En outre, des dispositions ont été prises au titre du Projet Nema pour assurer une assistance technique internationale afin d'aider le gouvernement à mettre en place un système national de S&E efficace, de manière à améliorer la gestion des savoirs et à favoriser une concertation sur les politiques publiques reposant sur des données probantes, et ce à tous les niveaux.

20. L'approche de programme de pays a été élaborée pour les trois projets que le FIDA finance actuellement en Gambie, de manière à obtenir une concertation et des échanges et partages d'informations réguliers sur les sites des projets. Cette approche favorise le regroupement des interventions et permet aux trois projets en cours d'obtenir les meilleurs résultats possibles, de s'enrichir mutuellement et d'exploiter les synergies. Puisque le Projet Nema a pour objet d'amplifier les effets de ces projets, l'approche de programme de pays servira de mécanisme d'apprentissage et d'échange des savoirs entre les différents programmes financés par le FIDA et d'autres programmes nationaux, mais aussi d'outil de concertation.

#### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

21. **Gestion financière.** Le projet tiendra les comptes et les documents comptables conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Le logiciel de comptabilité "SAGE 50 Accounts Professional" sera utilisé pour enregistrer les versements des bailleurs de fonds et les dépenses par composante et par catégorie de coûts.
22. **Compte désigné et flux de fonds.** Le gouvernement ouvrira auprès de la Banque centrale un compte désigné libellé en dollars des États-Unis destiné à recevoir le montant du don du FIDA. Les dépenses libellées en dalasis gambiens (GMD) pouvant bénéficier du financement du FIDA seront réglées directement à partir de ce compte en dollars. Un compte libellé en GMD destiné à recevoir la contribution du gouvernement sera également ouvert. Les paiements correspondant aux plans de travail approuvés et aux budgets qui en découlent seront centralisés et soumis à l'autorisation du directeur de projet.
23. **Vérification des comptes.** Pour chaque exercice budgétaire, les comptes du projet seront vérifiés conformément aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets et à l'article 9 des conditions générales du FIDA. Un rapport d'audit sera présenté dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice budgétaire. Les états financiers seront établis conformément aux normes IPSAS et aux directives du FIDA relatives à l'audit et vérifiés par un cabinet d'audit ayant l'agrément du FIDA
24. **Passation des marchés.** Le Ministère de l'agriculture s'occupera de la passation des marchés pour les besoins du Projet Nema, avec l'appui de l'UAP et conformément à la législation régissant la passation des marchés publics actuellement en vigueur, qui concorde avec les directives et le manuel du FIDA relatifs à la passation des marchés. La Gambie a l'habitude d'utiliser des méthodes de passation des marchés de fournitures, travaux et services publics reposant sur les principes du marché et de la mise en concurrence.

#### **E. Supervision**

25. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. La supervision et l'appui à l'exécution seront assurés en continu, ce qui suppose une concertation et un dialogue permanents avec le gouvernement, l'UAP et les autres parties prenantes

concernées. Plusieurs instruments seront utilisés pour piloter l'exécution du projet: la concertation permanente avec le gouvernement; l'adaptation des plans de travail et budgets annuels; la révision et la mise à jour des manuels d'exécution; et la réalisation de missions de supervision, d'appui à l'exécution et d'examen à mi-parcours.

## IV. Coût, financement et avantages du projet

### A. Coût du projet

26. Le coût total du projet est estimé à 64,97 millions d'USD (1 949 millions de dalasis gambiens [GMD]), y compris des provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution qui se montent à 12,60 millions d'USD, pour une période d'exécution de sept ans (de 2013 à 2019).

#### Coûts du projet ventilés par composante

<i>Composantes</i>	<i>en millions de GMD</i>	<i>en millions d'USD</i>	<i>en % du total des coûts de base</i>
Aménagement des bassins versants	1 223	40,7	77,8
Développement de l'agriculture commerciale	210	7,0	13,4
Organisation du projet	137	4,6	8,8
<b>Total des coûts de base</b>	<b>1 570</b>	<b>52,3</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	132	4,4	8,4
Provision pour aléas financiers	247	8,2	15,7
<b>Coût total du projet</b>	<b>1 949</b>	<b>64,9</b>	<b>124,1</b>

### B. Financement du projet

27. Le FIDA financera la plus grande part du projet au moyen de deux dons au titre de deux cycles SAFF. Le financement initial qui fait l'objet de la présente proposition se monte à 20,28 millions d'USD, ce qui correspond à l'allocation SAFF pour le cycle 2010-2012 et représente 31,25% du financement total du projet. Une proposition de financement supplémentaire au titre du cycle SAFF 2013-2015 sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration, comme le prévoient les textes. Une fois approuvé, ce financement supplémentaire sera réparti entre toutes les activités et catégories de coût du projet en proportion de leur budget initial.
28. Les cofinancements proviendront de la Banque islamique de développement (BIsD), qui accordera un prêt à des conditions favorables d'un montant de 15,0 millions d'USD (23,1%), et d'autres contributions financières apportées par un ou plusieurs autres partenaires de développement pour un montant de 11,75 millions d'USD (18,1%). La contribution du gouvernement est estimée à 2,61 millions d'USD (4,0%), les bénéficiaires complétant le financement à hauteur de 1,17 million d'USD (1,8%).
29. **Financement rétroactif.** Un dispositif de financement rétroactif est prévu afin de prendre en charge les activités préparatoires exécutées entre septembre 2012 et l'entrée en vigueur de l'accord de financement. Les dépenses proposées, qui relèveront de la catégorie IV – dépenses de fonctionnement – ont pour objet de financer le recrutement d'un expert technique international chargé de mettre en place le dispositif national de S&E. Les dépenses répondant aux conditions de financement du FIDA se montent à 17 000 USD au total. Le FIDA versera le montant des dépenses prises en charge de manière rétroactive après l'entrée en vigueur du projet, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

### C. Résumé des avantages et analyse économique

30. Selon les estimations, au niveau des communautés, le projet devrait bénéficier directement à 22 000 ménages et 660 jeunes des deux sexes répartis comme suit:
- 4 000 ménages bénéficiant d'un accroissement des revenus tirés des cultures pratiquées sur les hautes terres;

- 14 400 femmes bénéficiant d'un accroissement des revenus tirés de la riziculture pratiquée dans les zones d'irrigation naturelle (basses terres et zones inondables sous l'effet des marées);
- 4 800 femmes bénéficiant d'un accroissement des revenus tirés de la production de légumes;
- 660 jeunes bénéficiant de revenus durables tirés de la production de légumes destinés à la commercialisation et d'emplois dans des entreprises agricoles;
- 16 500 femmes et hommes bénéficiant de salaires dans le cadre du programme de travaux publics.

Le taux de rentabilité économique interne global du projet est estimé à 21,8% pour le scénario de base.

## **D. Durabilité**

31. En partant du principe que les investissements techniques appropriés seront réalisés, la pérennisation des avantages dépend: du côté de l'offre de la volonté des agriculteurs d'améliorer la gestion des terres agricoles et de l'eau; de l'accès permanent des producteurs et des négociants aux marchés; et de l'essor de la demande effective sur le marché intérieur.
32. Ce projet a pour objet d'enrayer et d'inverser la détérioration des terres arables et leur capacité de charge économique en s'orientant vers des modalités de cogestion impulsée par les communautés et en assurant la convergence entre intérêts publics et privés dans le cadre du partage des ressources. Les communautés bénéficieront d'un appui pour acquérir les compétences et la confiance nécessaires à la prise en charge des responsabilités de gestion des ressources naturelles locales qui leur appartiennent, tandis que les services publics bénéficieront d'une aide au renforcement de leurs capacités non techniques et de leur savoir-faire institutionnel afin d'être en mesure de dialoguer avec les villageois en leur qualité de partenaires.
33. Le projet fera appel aux administrations et aux organisations de producteurs existantes, et des prestataires de services fiables participeront à son exécution, ce qui devrait permettre de mettre en place des structures institutionnelles solides de nature à favoriser la durabilité. Les producteurs et les intermédiaires commerciaux pourront engager une concertation fructueuse avec le gouvernement et les autres opérateurs du secteur privé.
34. Pour assurer la durabilité des investissements dans l'agriculture privée, il importe de fixer des objectifs chiffrés réalistes. En dépit du défi que représentent les conditions agroclimatiques qui règnent sur les berges du fleuve Gambie, il y a lieu de penser que les paysans sont capables de répondre à l'accroissement de la demande réelle de riz et de légumes en procédant à des investissements stratégiques dans la gestion des terres arables et de l'eau, et qu'ils le feront.

## **E. Identification et atténuation des risques**

35. Les principaux risques auxquels le Projet Nema pourrait être confronté en ce qui concerne l'objectif de développement sont les suivants: stagnation ou récession macroéconomique, réduction de l'ambitieux programme de mise en valeur des terres agricoles et de l'eau, et abandon par le gouvernement de sa politique en faveur des pauvres axée sur la réduction des inégalités de revenus.
36. En matière de ciblage et de parité entre les sexes, les risques comprennent la possibilité que les activités de mise en valeur des bassins versants entreprises au titre du Projet Nema se traduisent par un surcroît de travail pour les femmes, d'autant que la riziculture et la production de légumes sont leur apanage et que leur emploi du temps est déjà saturé au plus fort de la campagne agricole. Les

autres risques sont notamment la mainmise des hommes sur les interventions proposées et l'exclusion des jeunes en situation de pauvreté.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

37. La conception du projet est conforme à l'ensemble des politiques et stratégies pertinentes du FIDA, à savoir: le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, la politique de ciblage, la stratégie pour la parité des sexes, la stratégie concernant le changement climatique, la politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, la politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution, et les procédures d'évaluation environnementale et sociale.

### **B. Alignement et harmonisation**

38. Le projet concorde parfaitement avec le PNIAG 2011-2015, et en particulier avec le programme 1 (amélioration de la gestion des terres arables et de l'eau) et le programme 3 (développement des filières agricoles et promotion des marchés). Il va également dans le sens des objectifs du Programme en faveur de l'accélération de la croissance et de l'emploi (2012-2015) et de la Politique en matière d'agriculture et de ressources naturelles (2009-2015), et il contribue à la mise en œuvre des politiques relatives à la parité entre les sexes et l'émancipation des femmes (2010-2020) et à la jeunesse (2009-2018).
39. Le FIDA a mis ce projet en chantier à la demande du gouvernement. Pour son exécution, les systèmes nationaux déjà en place à l'échelon central et au niveau décentralisé seront utilisés. Un groupe de coordination des donateurs a été constitué afin d'aider le gouvernement à mobiliser des ressources pour financer la mise en œuvre de l'intégralité du PNIAG, et le FIDA continuera de participer aux principales consultations afin de veiller à ce que les petits paysans bénéficient d'une attention et d'un appui suffisants. À la faveur de diverses activités, en particulier de la supervision directe, les missions seront coordonnées avec le cofinanceur et d'autres donateurs pour veiller à ce que les résultats soient diffusés et les meilleures pratiques reproduites dans l'ensemble du programme de pays.

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

40. La gestion des savoirs et un système de "championnat" de la création d'entreprises seront intégrés au projet, de manière à cerner et diffuser les meilleures pratiques et les innovations de façon systématique et à encourager l'esprit d'entreprise à tous les niveaux.
41. Un partenariat public-privé sera expérimenté sous forme de contrats de production agricole entre des maraîchers qui produisent pour les marchés et des entreprises commerciales ou ONG du pays, afin de reproduire à plus grande échelle des modèles qui ont donné de bons résultats. Le Projet Nema comporte un autre élément novateur, à savoir l'expérimentation d'un mécanisme tripartite à moyen terme pour le financement de nouvelles activités, l'objectif étant d'augmenter les volumes de financement consacrés à la création d'entreprises agricoles en Gambie.
42. Le Projet Nema apportera son concours aux dispositifs nationaux de S&E, favorisera le partage des expériences et des enseignements tirés et assurera le renforcement des capacités de fonctionnaires qui jouent un rôle décisif, aidant ainsi le gouvernement à prôner la poursuite de l'élaboration de structures nationales de développement de la riziculture et de la gestion des terres agricoles et de l'eau, en faisant appel à des approches reposant sur l'observation des faits.

### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

43. À travers sa participation au groupe de travail des donateurs du secteur agricole et au développement des partenariats, le FIDA continuera de militer en faveur d'un renforcement de l'attention et des investissements consacrés aux petits paysans,

en particulier les femmes, et de l'appui à une intégration plus importante des jeunes des deux sexes vivant en milieu rural dans les interventions de développement. Le Projet Nema permettra aussi de renforcer les capacités des producteurs ruraux et des associations et fédérations de jeunes ruraux, de l'échelon du village jusqu'au niveau national, afin qu'ils soient en mesure de jouer un rôle dynamique dans l'ensemble des décisions importantes et des processus d'élaboration des politiques qui concernent la sécurité de leurs moyens d'existence.

44. À travers le soutien apporté au Ministère de l'agriculture dans le cadre du Projet Nema, le FIDA continuera de plaider en faveur d'une coordination efficace dans le cadre de l'unité technique centrale afin d'exploiter autant que possible les synergies et les complémentarités du monde agricole, l'objectif ultime consistant à tirer des interventions en cours et à venir dans le cadre du PNIAG un impact plus marqué en faveur des pauvres.
45. L'application pleine et entière des stratégies proposées en matière de développement de la riziculture et de gestion des terres et de l'eau jouera un rôle central pour orienter la stratégie globale de développement à moyen et long terme du gouvernement.

## **VI. Instruments et pouvoirs juridiques**

46. Un accord de financement entre la République de Gambie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
47. La République de Gambie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
48. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **VII. Recommandation**

49. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Gambie un don d'un montant initial équivalant à treize millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (13 150 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "National Agricultural Land and Water Management Development Project"**

(Negotiations concluded on 30 October 2012)

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: National Agricultural Land and Water Management Development Project (*Nema*) (the "Project" or "*Nema*")

The Republic of The Gambia (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

1. The initial amount of the Grant is thirteen million one hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 13 150 000).
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the first of January.
3. The Recipient shall establish a Designated Account in United States Dollar (USD) at the Central Bank of The Gambia for the proceeds of the IFAD Grant and an account in Gambian Dalasi to receive counterpart financing as provided in paragraph 4 below. Payments for works, goods and services shall be executed by the Lead Project Agency against approved work plans and associated budgets and procurement plans.
4. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in an approximate amount of two million six hundred thousand USD (USD 2.6 million). The counterpart financing provided by the Recipient includes contributions from its budget (USD 0.62 million, comprising some office operating costs and the basic emoluments of seconded civil servants) and taxes and duties foregone (USD 1.98 million).

5. Upon each submission and approval of an Annual Work Plan and Budget (AWPB), a cash contribution by the Recipient shall be deposited in advance in the Gambian Dalasi account established to receive counterpart financing. Any expenses budgeted for the preparatory work before the beginning of the first fiscal year should be accounted for separately for that period.

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture (MoA) of the Recipient, acting through the Project Support Unit (PSU) under the auspices of its Central Project Coordination Unit (CPCU).

2. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

The Financing shall be administered by the Fund and the Project supervised by the Fund.

### **Section E**

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement:

Key PSU staff shall have been transferred, suspended, or terminated without the Fund's prior no-objection.

2. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal, in addition to those contained in Section 4.02 (b) of the General Conditions:

- (a) The Designated Account shall have been duly opened by the Recipient;
- (b) The account in Gambian Dalasi shall have been duly opened to receive Government's contribution; and
- (c) No withdrawal from the Designated Account shall be made until:
  - i. the current PSU and Project Director (PD) for *Nema*, as identified by the Recipient, shall be confirmed as described in paragraph B.4, Section II of Schedule I. The MoA, through the CPCU, shall facilitate and coordinate the recruitment of complementary PSU staff (especially Business Development Officer, Knowledge Management/Communication Officer and Planning, Monitoring and Evaluation Officer) with IFAD's prior no objection. Other PSU cadres shall be seconded from MoA or contracted in; and
  - ii. a final draft of the Project Implementation Manual (PIM) shall have been submitted to and approved by the Project Steering Committee as defined in paragraph B.3, Section II of Schedule I, during the first three months of implementation in close collaboration with key stakeholders and be subject to IFAD's prior no objection.

3. As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 17 000 incurred after 1 September 2012 but before the date of entry into force of this Agreement for operating costs (category VI) may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, if otherwise eligible,



notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister of Finance and Economic Affairs  
Address: Ministry of Finance and Economic Affairs  
The Quadrangle  
Banjul, The Gambia

Tel: + 220 422 7221  
Fax: + 220 422 7954

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

THE GAMBIA

\_\_\_\_\_  
Name of the Authorized Representative  
Title

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population.* The Project is being designed for women who are the core rice and vegetable producers in the country. Equally, rural poor young men and women (under 30 years) will be targeted for market-oriented vegetable production and agricultural businesses. A secondary target group will be value-adders, service providers and operators in the rice and vegetable markets, including producers' organisations and small and medium enterprises. The geographic coverage of the Project is defined as all the six Regional Agricultural Directorates along the River Gambia, essentially the whole rural sector.
2. *Goal.* The goal of the Project is to reduce poverty of rural women and youth.
3. *Objective.* The objective of the Project is to increase incomes from improved productivity based on sustainable land and water management practices.
4. *Components.* The Project shall consist of the following three Components: (i) watershed development, (ii) agricultural commercialization and (iii) project facilitation.

#### 4.1 Component 1: Watershed development

4.1.1 *Subcomponent 1.1 Communal watershed planning.* The activities under this sub-component shall include:

- (a) *Formation and training of watershed water user groups (WUGs).* Department of Agriculture (DoA) extension services shall be used for the formation and support of WUGs for water control and tidal irrigation schemes and a minimum quota will be applied to ensure adequate participation of women and youth within management committees.
- (b) *Interactive negotiation of watershed development and management plans.* Through the capacitated WUGs, the participating communities shall decide on their priorities for local project investments in agricultural land and water resources within a defined watershed. Communities/WUGs shall request project assistance by filling a requisition form which shall be made available at each of the Regional Agricultural Directorates. *Nema* shall sensitise the farmers and community members to set-up an operation and maintenance (O&M) fund and Memoranda of Understanding (MoUs) shall be signed between local government/Regional Agricultural Directorates, communities, WUGs and village development committees to ensure that participating farmers take full responsibilities for the O&M of any built infrastructure. Once agreement is reached, participating communities shall be expected to remain committed to the achievement and subsequent maintenance of the whole watershed land and water improvement scheme and to contribute to infrastructure development. In return, farmers shall be given priority in earning opportunities arising during construction.

#### 4.1.2 *Subcomponent 1.2 Water management for rice cultivation.*

- (a) *Construction of contour bunds, dykes, bridges and spillways to control surface water in the rainy season (uplands and lowlands).* The target scope of the upland activity is to bring 4,000 ha of cropping area under control, whereas in the lowlands, the dikes, bridges and spillways to be constructed will bring a total of 12,400 ha under a water control system and check saline water incursion along the estuary and lower reaches of the River Gambia and main tributaries.
- (b) Construction of the upland water control structures, as for all the public economic infrastructure installed by the Project, shall be by private contractors hired on a one-contractor-one-watershed basis.
- (c) The lowland soil and water improvement package includes tractor ploughing services to assist water penetration and the application of lime on acid soils for about 3,100 ha (a quarter of the total area to be improved), most of which will be supplied by youth enterprises established with the support of the Project.
- (d) Construction of dykes, canals, gates, field and access roads as a system to control tidal flood waters (tidal irrigation).
- (e) It is anticipated that the Project shall consolidate and extend the works installed at several existing sites of the Participatory Integrated Watershed Management Project (PIWAMP), particularly in the Central River Region, before moving on to other watersheds with relatively good productive potential. For tidal irrigation, an investment threshold of USD 6,250/ha shall be used to pre-screen potential sites and any site above this threshold cost shall be ineligible for *Nema* support. The adequacy of the threshold may be reviewed at any time but no later than mid-term. An initial 500 ha is targeted for converting existing pumped-irrigation schemes into fully tidal schemes with the potential to increase the area if proved to be cost-effective. The Project is expected to bring a total of 2,000 ha (about 1,500 ha new schemes) into intensive irrigated rice production by project completion in 2019.
- (f) The works shall be undertaken by contractors who shall be committed to using labour-intensive construction methods to give local people first refusal on the opportunities for daily-paid unskilled and semi-skilled work (cash-for-work). These contractors shall work in close consultation with the Department of Water Resources (DWR) and the National Environment Agency (NEA), from design through implementation and monitoring afterwards. As a "public good", it is essential that the infrastructure is, and is seen to be, owned and operated by the beneficiary farming communities.

#### 4.1.3 *Subcomponent 1.3 Village vegetable schemes.*

- (a) The Project shall bring thirty such village vegetable schemes up to fully functional condition with the potential for multiple cropping around the year, thereby permitting proper planning and greatly-increased returns. The schemes for upgrading shall be selected from the six Regional Agricultural Directorates, at the request of existing or newly-mobilized women's groups.
- (b) As locally appropriate on a case-by-case basis, the investments shall include: upgrading or construction of perennial irrigation systems with groundwater

abstraction, conveyance, storage and distribution; construction of animal-proof security fences with gates around garden perimeters; construction/repair of simple buildings providing shelter, storage facilities, toilets and other farm tools.

- (c) The lifting of groundwater shall be achieved by a solar powered pump with 100 m<sup>3</sup>/day capacity from a 6 inch borehole, with the consequences of low operating costs, saved productive surface area and improved safety. The DWR shall supervise the installation and monitor the water quality of project wells/boreholes on a regular basis.
- (d) In addition to the upgrading works, the Project shall construct eighteen similar schemes expressly as youth market gardening enterprises in locations with favourable conditions and strong local demand.
- (e) The Project shall start with a 15 ha pilot vegetable scheme for both youth and women *kafo* and this will be evaluated at mid-term before scaling up. *Nema* shall ensure that contract farming agreements are signed for youth and women *kafo* gardens respectively during the pilot phase.

#### 4.1.4 *Subcomponent 1.4 Access roads and market infrastructure.*

- (a) The nominal target for project planning purposes is 2,500 ha of farmland to benefit from access road/truck upgrading works. The goal is greatly improved access to the rice fields and vegetable gardens. The Project shall focus on spot improvements to make a greater length of farm-to-market access roads passable in all seasons by improving the conditions of crossing points with hydraulic structures and some gravel surfacing.
- (b) The communal watershed planning process shall identify roads and tracks for improvement.
- (c) Ten local markets shall be constructed to complement productivity gains under the Project.
- (d) Appropriate structures for trading local produce shall be installed at convenient locations, with storage facilities, water supplies and sanitation.

## 4.2 **Component 2: Agricultural commercialization**

### 4.2.1 *Subcomponent 2.1 Producer organisations.*

- (a) The Project shall work with producer organizations to capitalize on the major public infrastructure investments in agricultural water control, irrigation of vegetable gardens, access and market structures by promoting both on-farm productivity and enterprise profitability.
- (b) The Project shall strengthen the technical and management capacity of producer groups in economic activities in which they have a comparative advantage, and provide management, technical and entrepreneurship training to women *kafos* and youth groups, including basic marketing, processing and negotiating skills and business counselling.
- (c) *Nema* shall support the training of one farmer organisation representative at Master Degree level for Agribusiness.

- (d) Commodity inter-professional bodies for rice and vegetables shall be established or strengthened to influence policy and take advantage of market opportunities.
- (e) *Nema* shall support the sensitisation of youth on employment opportunities in the agriculture sector, the sharing of experience among youth and the organisation of exchange visits using a youth peer-to-peer approach. Around thirty-six individual young people shall be trained at the Songhai Centre in Benin for extended courses in agricultural business enterprises.
- (f) *Increased production of rice by Producers' organisations (POs)*. Crop packs for rice, including quality seed with appropriate fertilizer and pesticides, shall be provided to farmers once following infrastructure installations to demonstrate the efficient use of the improved croplands and to encourage greater investment of resources in production given the significant reduction in risk of crop failure for lack of sufficient water at the right times.
- (g) *High-quality seed available locally*. The rice seed development activity shall be fully financed by the European Union with clear integration into *Nema* in order to maximise complementarities and synergies, thereby guaranteeing the availability and affordability of certified rice seeds to farmers in the country as a direct response to the perennial seed crisis.
- (h) *Increased production of vegetables by POs*. *Nema* efforts to link women vegetable *kafo*s with potential off-takers shall go hand-in-hand with capacity building to enable them to negotiate win-win deals, activity monitoring to avoid the breakdown of contracts and the provision of platforms for dialogue.

#### 4.2.2 *Subcomponent 2.2 Value addition - rice and vegetables.*

- (a) *Strengthening of value chains*. To complement the Project's major infrastructural investments to boost productivity in each watershed, *Nema* shall promote the deepening and broadening of the rice and vegetable value chains by capacity building of the various stakeholders, particularly POs, and the facilitation of start-up businesses supplying services to the sector.
- (b) *Business development*. *Nema* shall sponsor the establishment of about sixty value-adding enterprises providing services to communal production, post-harvest processing, handling and domestic trade in rice and vegetables.
- (c) *Dearth of commercial term lending in the sector*. Recent experience in the sub-region indicates an improving environment for building, innovating and customizing financial instruments for small and medium enterprises (SMEs), and that the two necessary conditions for promoting viable businesses in the context of general market failure are sufficient investment/working capital and management capacity.
- (d) *Capital Investment Stimulation Fund (CISF)*. *Nema* shall pilot an agribusiness development facility, the CISF, to continue the process of innovating, developing and building medium-term financial services adapted to group and individual-based SMEs on a sustainable basis in The Gambia.
- (e) The main innovative elements of the proposed scheme include a tripartite contribution to the scheme wherein participating SMEs contribute at least 10% of the asset value from own savings, participating private sector

financial service providers (Financial Service Providers (FSPs) e.g. Ecobank, Reliance Financial Services, AGIB, NACCUG, etc) 45% through interest-bearing loans to the SMEs on market-driven terms, and *Nema* funds of not more than 45%.

- (f) Business development agents shall assist clients to develop and submit financially viable business plans to selected FSPs for study and consideration for financing.
- (g) Eligibility criteria outlined in the PIM shall be used to screen the financial status of candidate borrowers and disqualify those with substantial assets and rent-seekers, that is, to avoid the risk of elite capture.
- (h) Technical Assistance (TA) shall be provided to participating group-based enterprises to enable them to establish savings schemes that promote community-level capitalization from which funds can be drawn to fund term financing in the future. Group-based participating SMEs shall have to establish and implement a user fee scheme to finance asset replacement in due time, to be held in accounts with participating FSPs.
- (i) Through mentoring of the poorest and internal social support arrangements, all *kafo* members shall be encouraged to participate in any joint business ventures to facilitate equitable access by all women, including the poorest, and the protection of their access from usurpation. For youth, the beneficiary contribution shall be set in consultation with youth and the community.

#### 4.2.3 *Subcomponent 2.3 Technical support services.*

- (a) *Public and private sector technical support service capacity.* *Nema* shall contribute to the institutional strengthening of public and (increasingly) private sector technical support cadres to make affordable agricultural sector technical services accessible to primary producers and value adders.
- (b) It is anticipated that the core business of the Department of Agriculture (DoA) extension services shall continue to be the transmission of appropriate technology packages developed by the National Agricultural Research Institute (NARI) to farmer-users in their communities. The Project shall strengthen NARI-DoA services to ensure that the technologies extended to farmers are technically sound, environmentally friendly and lead to improved productivity, and that the delivery modalities are effective.
- (c) Capacity building shall be achieved through the secondment of staff, on-the-job and formal training and mentoring for officers and Multi-Disciplinary Field Teams (MDFTs) in a range of disciplines as well as the provision of specialist equipment (soil testing, seed cleaning) and field mobility support. Four MoA staff shall receive overseas academic training (two BSc and two MSc in land and water management, soil science or agronomy) with at least one MSc candidate being staff of the Soil and Water Management Services.
- (d) The Project shall engage private sector service providers to complement public sector extension provision in the financial, managerial and organizational aspects of agricultural business development. In recognition of the shortage of experienced and competent firms and NGOs offering such services, the Project may include an element of capacity building within service contracts.

- (e) The Project shall strengthen the organizational, technical and infrastructural capability of the DoA and NARI to provide technical support to rice seed producer enterprises through mobilization, training and input supply and so enable smallholder farmers to produce certified seed on contract.
- (f) At the national level, the Project shall assist MoA with an investigation to determine the most cost-effective arrangements for the identification, research, development, multiplication and utilisation of the rice varieties best suited to agro-ecological conditions in The Gambia.

#### 4.3 **Component 3: Project facilitation**

To deliver the two substantive components, *Nema* shall feature Project facilitation comprising effective project management and administration, operation support to the MoA in implementing project activities and capacity-building of the management cadres in all aspects of knowledge management, communications and Monitoring and Evaluation (M&E). The PD shall hold overall responsibility for facilitating *Nema* and the PSU shall be embedded in the existing PIWAMP management structure.

##### 4.3.1 *Subcomponent 3.1 Project management and Implementation Support.*

- (a) *Planning and leadership.* The PSU shall provide direction and leadership to *Nema*, focused on the preparation of coherent work plans and realistic budgets.
- (b) *Liaison.* Close liaison and cooperation shall be maintained with all stakeholders within the Project, ongoing IFAD-supported projects within the Country Programme Approach, other Government of The Gambia (GoTG) projects and activities in the sector, and other development partners. The PSU shall inform and follow up on the decisions of the PSC.
- (c) *Contract management and oversight.* The PSU shall ensure that all project-sponsored services and works are delivered in line with performance-based contracts and MoUs through an orderly programme of consultations, supervision visits and progress reporting. Due emphasis will be given to the deliverables and outputs specified for each activity, rather than the inputs. Given the large volume of civil works and construction in the first component, watershed development, *Nema* shall contract an external supervising engineer to oversee contracts in infrastructure development.
- (d) *Financial administration and audit.* The PSU is tasked with the efficient administration of all project financial and accounting transactions, including the compilation of withdrawal applications for IFAD/other partners and maintenance of the Designated Account. *Nema* shall procure the "SAGE 50 Accounting Professional" accounting software to enable the timely closing of the books at the end of each accounting period.
- (e) The PSU shall procure and facilitate an external audit at the close of each financial year and at project completion.
- (f) *Community mobilisation.* Project staff shall assist MoA field services in the mobilisation, organizational/technical capacity building and support of WUGs and POs benefitting under *Nema* from the increased productive potential of their lands, specifically the implementation of Subcomponents *1.1 Communal watershed planning* and *2.1 Producer organisations*. Staff skills development activities shall include advocacy training and sensitization of leaders at grassroots level. The activity shall be led by the Knowledge Management/Communications Officer, with outreach provided by both the

upland and the lowland Field Coordinators and twenty Conservation Field Assistants.

- (g) *Enterprise promotion.* The Business Development Officer (BDO) shall lead the promotion and support of value-adding enterprises (POs and SMEs), predominantly youth, under *Subcomponent 2.2 Value addition – rice and vegetables*. His/her crucial roles will be the identification of potential opportunities and enterprises, and intermediation between the candidate businesses and funding sources (lenders). Staff training shall include youth and gender-sensitive value chain development.

#### 4.3.2 *Subcomponent 3.2 Knowledge management, M&E capacity*

- (a) *Nema* shall make a feature of modern knowledge management approaches by realizing an effective unified management information system to support implementation and building up national institutional capacity to a level adequate for the needs of future interventions in the sector. The activity shall be led by the Planning/Monitoring & Evaluation Officer (PMEO).
- (b) *Management information.* The Project shall establish an effective internal KM, reporting, communications and M&E system congruent with both the framework established by previous projects and MoA's emergent Gambia Agricultural Information Management System (GAIMS). The MoA/CPCU, supported by the lead international M&E technical assistant and accountable to the Permanent Secretary, shall be responsible for developing and implementing the GAIMS. The main purpose shall be to make pertinent information in time to project decision-makers. Provision is made for data base development and information systems. Key project indicators shall be tracked and analysed by an effective M&E system. Baseline, mid-term and impact/completion studies shall be compiled.
- (c) *M&E capacity.* Beyond the immediate KM needs of *Nema*, the Project shall contribute directly to the establishment of operational national M&E mechanisms to support proactive sectoral development and the embedding of enhanced knowledge management protocols in MoA. The principal resource in this regard shall be an international M&E technical assistant attached to the MoA/CPCU for two years as advisor, trainer and mentor. Provision is made for consultancies in aspects of KM and communications. Knowledge products shall be generated to inform sectoral policy and planning.
- (d) *Knowledge Products.* Studies shall be commissioned on high priority topics related to the scope of *Nema*, including the drafting of strategies on National Rice Development and Agricultural Land and Water Management.

## **II. Implementation Arrangements**

### **A. Approach**

1. Approach to project implementation. *Nema* design is based on the following guiding principles:

- scaling up: building on and up-scaling of successful interventions from PIWAMP, the Livestock & Horticulture Development Project (LHDP) and other interventions in the country and elsewhere;
- watershed approach: agricultural development is founded on effective participatory planning to ensure financially and ecologically sustainable benefits;



- market-led approach: production and supply are driven by effective market (cash) demand;
- demand-driven approach: the farmers and enterprises are regarded as the owners and managers of supported activities, rather than as the passive recipients of material benefits;
- focus on farmers organisations: increasing their productivity and share of the total value added in the markets;
- strong institutions and linkages within the rice and vegetable markets: linking POs, credible service providers, transporters, processors, dealers, financial institutions and consumers;
- enabling environment: contributing to improved policy and regulatory framework;
- critical infrastructure: addressing public economic infrastructure constraints on private enterprise; and
- inclusiveness, gender and youth mainstreaming: addressing the needs of marginalized and vulnerable groups and ensuring that they benefit from project interventions; and taking youth and gender differences into account in project design and implementation modalities.

2. *Nema* shall be implemented through a cascade of performance-based contracts for all service providers, including all related staff of the PSU, based on the experience of ongoing IFAD-supported projects.

3. Project duration and phasing. *Nema* shall be implemented over seven years (2013 to 2019 inclusive), with the first half-year devoted to planning and preparatory activities, six years of investment and follow-up activities, and a final half-year winding down and (possibly) assisting with the design of project replication in other parts of The Gambia. Project engagement with individual communities shall extend over three years, with the main physical works executed in one off-season. Three years is regarded as the minimum required to develop and consolidate the public-private natural resource co-management arrangements.

## **B. Organisational framework**

1. Implementing arrangements. The MoA shall be the executing agency for *Nema*. The Project shall be managed by the PSU (to be embedded in existing PIWAMP management structure) with implementation by appropriately-qualified service providers including MoA technical service units and others contracted by the PSU under the direction and oversight of a Project Steering Committee (PSC).

2. The management of implementation shall be streamlined and simple, the Project being an activity under the direction of the MoA's CPCU, which is being capacitated rapidly to oversee the coordination of projects and programmes including those aligned with The Gambian National Agricultural Investment Plan (GNAIP). The organization and management arrangements for *Nema* implementation shall be set out in a PIM. The PIM shall be finalized by the PSU during the first three months of implementation in close collaboration with key stakeholders and be subject to revision as required.

3. Project Steering Committee (PSC). For strategic oversight and guidance of the Project, the PSC established in line with GNAIP implementation arrangements shall be co-opted. The PSC shall include representatives of farmers' organizations, women, youth (global youth innovation network) and post-production value-adding entities as well as the coordinators of closely-related ongoing projects. *Inter alia*, the PSC shall approve Annual Work Programmes and Budgets (AWP&Bs) and the PIM, and ensure that overall project operations are within the legal and technical framework agreed between the

Government and IFAD. The PSC should meet at least twice a year to review implementation progress and approve annual work plans and budgets.

4. Project Support Unit. A Project Support Unit (PSU) shall be embedded in existing PIWAMP management structure within the MoA/CPCU set-up to assist in the overall and day-to-day management of the implementation of *Nema*. The following existing PIWAMP PMU staff shall concurrently manage *Nema*: Project Coordinator, Financial Controller, one accountant and one accounts clerk, Lowland Field Coordinator, Upland Field Coordinator and twenty Field Conservation Assistants. These staff shall be fully integrated in *Nema* PSU upon completion of PIWAMP in 2014. The MoA, through CPCU, shall facilitate and coordinate the recruitment of complementary PSU staff (Business Development, Planning, Monitoring & Evaluation, Knowledge Management/Communication Officers) in close consultation with IFAD. Other PSU cadres shall be seconded from MoA or contracted in. To the extent possible, the PSU shall be integrated with national and decentralized processes and decision-making mechanisms.

The responsibilities of the PSU shall include:

- planning and liaison functions for implementation of *Nema*;
- proactive management of the various MoUs, contracts and agreements specifying implementation arrangements;
- financial management functions, including grant administration and external audits;
- knowledge management, including periodic and *ad hoc* project reporting for GoTG, IFAD and other stakeholders as well as informing management decisions; and
- monitoring and evaluation activities.

5. Central Project Coordination Unit. The management of agricultural information and knowledge within the MoA has become increasingly challenging in recent years. This reflects staff shortages, compounded by the recent creation of the CPCU, as well as the increasing number of different development partner-supported projects and programmes that GoTG is concerned to coordinate effectively and efficiently. In this context, the Project shall contribute to the further development of effective information, communication and knowledge management in the sector through the uplift of the monitoring and evaluation capacity of the CPCU.

6. It is understood that the CPCU shall support all mainstream programmes and projects to implement government policies and strategies in agricultural development. The unit will play a coordination role to strengthen the effectiveness of these programmes through a focus on planning and coordination mechanisms at all levels, including overall guidance to link annual work planning and budgeting processes and outcomes.

### **C. Governance**

1. *Nema* activities shall be implemented by central and regional government structures, contracted suppliers and service providers, and village communities. All financial and material transactions of the Project shall be subject to The Gambia's robust prevailing governance framework and comply with IFAD's exacting requirements of transparency and rectitude.

2. In particular, good governance measures built in to the Project shall include (a) undertaking all necessary measures to create and sustain a corruption-free environment for activities under the Project; (b) instituting, maintaining and ensuring compliance with internal procedures and controls for activities under the Project, following international best practice standards for the purpose of preventing corruption, and shall require all relevant ministries, agents and contractors to refrain from engaging in any such activities; (c) complying with the requirements of IFAD's Policy on

Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations; and (d) ensuring that the Good Governance Framework is implemented in a timely manner.

3. Government shall also ensure that: (i) it is engaged actively to allow potential Project beneficiaries and other stakeholders to channel and address any complaints they may have on the implementation of the Project; and (ii) after conducting necessary investigations, the Government shall report immediately to IFAD any malfeasance or maladministration that has occurred under the Project.

## Schedule 2

### Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated in SDR	% of Eligible Expenditures to be financed
I. Civil works, vehicles, goods and equipment	7 900 000	100% net of taxes, Government contribution and co-financiers
II. Technical assistance	840 000	100% net of taxes
III. Training, Monitoring and Evaluation	1 360 000	100% net of taxes
IV. Fund	320 000	100% net of taxes and co-financiers contribution
V. Staff Salaries	620 000	100% net of taxes and Government contribution
VI. Operating costs	140 000	100% net of taxes and Government contribution
Unallocated	1 970 000	
<b>TOTAL</b>	<b>13 150 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

*Technical assistance:* shall also mean crop packs for rice and vegetables.

*Fund:* means the Capital Investment Stimulation Fund to provide co-financing (45%) as matching grant for the rice and vegetable value additions business.

*Operating costs:* means all costs to the exclusion of office running cost e.g. utility bills.

*Staff Salaries:* means allowances paid to PSU staff excluding basic salaries paid by the Recipient.

(c) *Retroactive financing.* Expenditures of up to the equivalent of USD 17 000 incurred after 1 September 2012 but before the date of entry into force of this Agreement for Operating Costs (category VI) may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, if otherwise eligible, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

### **Schedule 3**

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

1. The Recipient confirms its commitment to engage with the private sector as implementing partners and service providers, with the active participation of the Project's target group, in order to ensure that the *Nema* objectives are met.
2. The Recipient shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Grant from all taxes. Any taxes and duties paid by the Project shall be reimbursed by the Recipient.
3. The Recipient shall ensure that gender concerns are mainstreamed in all Project activities throughout the Project Implementation Period. The Recipient shall also ensure that the Project activities specifically designed to benefit women and women-headed households and rural young people are duly and diligently implemented.
4. The Recipient shall accept the framework defined in IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations and the definitions contained therein, which IFAD shall apply to all Project activities.
5. The Recipient commits to mobilizing financing from other development partners (including the Islamic Development Bank) in the form of loans or grants to ensure that the Project Objectives are met.
6. The Recipient commits to obtaining the Fund's prior agreement for the waiver, suspension, termination, amendment or modification of the PIM which may have a material adverse effect on the Project.

## Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<b>Goal:</b> Reduced poverty of rural women and youth.	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 23,560 HH with 25% increase in asset index (by sex).*</li> <li>30% reduction in child malnutrition (by sex).*</li> <li>Reduction in rice "hungry season" from five to two months a year (by sex of head of HH).*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS baseline and impact surveys.</li> <li>GAIMS.</li> <li>National Living Standards Survey.</li> <li>Project Completion Report.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continued political stability.</li> <li>Commitment to poverty reduction.</li> </ul>
<b>Objective:</b> Increased incomes from improved productivity based on sustainable land and water management practices.	<ul style="list-style-type: none"> <li>4,000 households achieving a 15% increase in income from upland crops;</li> <li>12,400 women with annual average income from rainfed lowland rice increased from <u>minus</u> USD 62 to USD 163 (by age).</li> <li>2,000 women with annual average income from irrigated tidal rice increased from USD 119 to USD 826 (by age).</li> <li>At least 4,800 women with annual average income from vegetable production increased from USD 34 to USD 744 (by age).</li> <li>360 youth with average annual income of USD 7,629 from intensive market-oriented vegetable production (by sex and age).</li> <li>300 youth with full-time jobs in agricultural service businesses (by sex and age).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS baseline and impact surveys.</li> <li>National &amp; Divisional Surveys.</li> <li>GNAIP reports.</li> <li>National Agricultural database.</li> <li><i>Nema</i> M&amp;E system.</li> <li>Project Completion Report.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Policies favouring smallholder market-oriented agriculture are in place.</li> <li>Sustained emphasis on income-generating opportunities for youth.</li> </ul>
<b>Outcomes:</b> <b>A: Watershed development</b>			
1) Improved productivity of scarce agricultural lands.	<ul style="list-style-type: none"> <li>No of watersheds developed and managed by the communities.</li> <li>Up to 12,400 ha of lowland areas brought under command for improved rice productivity.*</li> <li>No of women rice farmers reporting improved yields in lowland from 0.7 t/ha to 1.8 t/ha.*</li> <li>Up to 2,000 ha of tidal areas developed with water control and drainage structures for rice production.</li> <li>No of women rice farmers reporting annual yield increases in irrigated tidal areas from 1.5 t/ha to 6.5 t/ha (by age).</li> <li>At least 3,100 ha of degraded land reclaimed for production.</li> <li>4,000 ha of upland areas with improved cropping potential.</li> <li>No of women vegetable farmers reporting improved yields, such as tomato from 0.8 t/ha to 9.0 t/ha and onion from 0.7 t/ha to 8.0 t/ha, (by sex and age).*</li> <li>No of youth vegetable farmers reporting average yields of at least 18.0 t/ha for tomato and 16.0 t/ha for onion, (by sex and age).*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National &amp; Divisional statistics.</li> <li>GNAIP and GAIMS reports.</li> <li>RIMS reports.</li> <li>Project progress reports.</li> <li>Supervision and MTR reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Government committed to lowland rice development based on validation and implementation of the Gambia National Rice Development Strategy.</li> <li>Robust arrangements made for regular maintenance of infrastructure.</li> <li>Availability and affordability of certified seeds especially rice.</li> <li>Positive supply-side response to improved potential profitability of crops.</li> <li>Appropriate rice and vegetable import tariff regimens to incentivise local producers.</li> </ul>

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification	Assumptions
2) Improved farm-to-market access roads.	<ul style="list-style-type: none"> <li>85% of producers in project area with year-round access to farmlands and markets.</li> <li>Access roads/tracks serving 2,500 ha of farmland constructed or upgraded.</li> <li>16,550 workers employed temporarily under labour-based construction of infrastructure within watersheds.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National &amp; Divisional statistics.</li> <li>GNAIP reports.</li> <li>RIMS reports.</li> <li>Project progress reports.</li> <li>Supervision and MTR reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Robust arrangements made for regular maintenance of infrastructure.</li> </ul>
<b>B: Agricultural commercialization</b>			
1) Strengthened producer capacity.	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 20,000 producers adopting and practicing ecologically sound approaches.*</li> <li>At least 72 producer organisations enabled with technical and business skills.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National &amp; Divisional statistics.</li> <li>GNAIP reports.</li> <li>RIMS reports.</li> <li>Project progress reports.</li> <li>Supervision and MTR reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conducive legal and regulatory environment supporting POs at all levels.</li> </ul>
2) Agricultural enterprise promotion.	<ul style="list-style-type: none"> <li>36 youth trained and starting businesses (by sex and age).</li> <li>300 women <i>kafos</i> supported with market-oriented enterprises (by age).</li> <li>60 start-up agricultural service enterprises capitalized and operational, creating 300 jobs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National &amp; Divisional statistics.</li> <li>GNAIP reports.</li> <li>RIMS reports.</li> <li>Project progress reports.</li> <li>Supervision and MTR reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Availability of competent agencies in agricultural commercialisation.</li> </ul>
3) Technical support services.	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 20 service-providers with strengthened capacity in agricultural business promotion.</li> <li>At least 50% of women and youth <i>kafos</i> express satisfaction of the quality of services provided.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National &amp; Divisional statistics.</li> <li>GNAIP reports.</li> <li>RIMS reports.</li> <li>Project progress reports.</li> <li>Supervision and MTR reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adequate private sector capacity and interest in agricultural business promotion.</li> </ul>
<b>C: Project facilitation</b>			
1) Effective and operational national M&E mechanisms in place to support proactive sectoral development.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Delivery and use of M&amp;E at national and regional levels.</li> <li>National M&amp;E system fully operational by PY2.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>GAIMS reports.</li> <li>Project progress reports.</li> <li>Supervision and MTR reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Completion of structural reform of MoA management arrangements.</li> </ul>
2) Knowledge products generated to inform sectoral policy and planning.	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 15 knowledge products produced and disseminated.</li> <li>Strategies drafted on <i>National Rice Development and Agricultural Land and Water Management</i>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Knowledge products written, multi-media.</li> <li>Sectoral strategy papers.</li> <li>Project progress reports.</li> <li>Supervision and MTR reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Development and retention of trained specialists within knowledge management cadre.</li> </ul>

\*RIMS indicators.